

CONSEIL DE REGULATION

**DECISION N°2016-0162**  
**DU CONSEIL DE REGULATION**  
**DE L'AUTORITE DE REGULATION**  
**DES TELECOMMUNICATIONS/TIC**  
**DE CÔTE D'IVOIRE**  
**EN DATE DU 08 SEPTEMBRE 2016**  
**PORTANT AUTORISATION GENERALE POUR**  
**L'ETABLISSEMENT ET L'EXPLOITATION D'UN**  
**RESEAU RADIOELECTRIQUE INDEPENDANT PAR**  
**LA SOCIETE GENERAL SERVICE SECURITE**

## LE CONSEIL DE REGULATION,

- Vu** l'Ordonnance n°2012-293 du 21 mars 2012 relative aux Télécommunications et aux Technologies de l'Information et de la Communication ;
- Vu** le Décret n°2012-934 du 19 septembre 2012 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire (ARTCI) ;
- Vu** le Décret n°2013-333 du 22 mai 2013 portant nomination des Membres du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire ;
- Vu** le Décret n°2015-173 du 19 mars 2015 portant nomination d'un Membre du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire ;
- Vu** le Décret n°2016-483 du 7 Juillet 2016 portant nomination des Membres du Conseil de Régulation de l'Autorité de des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire (ARTCI) ;
- Vu** le Décret n°2013-332 du 22 mai 2013 portant nomination du Directeur Général de l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire ;
- Vu** le Décret n°2015-80 du 04 février 2015 définissant les catégories d'activités de Télécommunications/TIC et fixant les modalités d'accès aux ressources rares ;
- Vu** la Décision n°2013-0003 du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire en date du 20 septembre 2013 portant règlement intérieur.

### Par les motifs suivants :

Considérant que le 19 avril 2016, la société GENERAL SERVICE SECURITE, SARL Pluripersonnelle au capital d'un million (1.000.000) de Francs CFA, dont le siège social est sis à Abidjan Cocody Angré 8<sup>ème</sup> Tranche, Cité SAGECIM, villa n°81, 11 BP 2249 Abidjan 11, immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier sous le numéro CI-ABJ-2015-B-13517, a fait une demande d'autorisation pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau radioélectrique indépendant (RRI) ;

Considérant que la société GENERAL SERVICE SECURITE est spécialisée dans la sécurité des personnes et des biens ;

Considérant que l'exploitation dudit réseau est non commerciale, et est conforme à l'activité d'établissement et d'exploitation d'un réseau indépendant, prévue à l'article 17 de l'Ordonnance n° 2012-293 du 21 mars 2012 relative aux Télécommunications et aux Technologies de l'Information et de la Communication ;

Considérant que le réseau indépendant de la société GENERAL SERVICE SECURITE ne constitue pas une menace pour la santé des populations, la défense nationale et la sécurité publique ;

Considérant que l'exploitation d'un réseau indépendant est une activité de Télécommunications/TIC qui appartient à la catégorie 3 ou C3 ;

Considérant que les activités de Télécommunications/TIC appartenant à la catégorie 3 ou C3 sont soumises au régime des autorisations générales ;

Considérant que l'Autorisation Générale est matérialisée par une Attestation délivrée par l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire ;

Considérant qu'un cahier des charges est annexé à l'Autorisation Générale ;

Considérant la disponibilité dans la bande de fréquences 156, 4875 – 174 MHz ;

**Après en avoir délibéré,**

#### **DECIDE :**

**Article 1 :** La société GENERAL SERVICE SECURITE est autorisée à établir et exploiter un réseau radioélectrique indépendant (RRI), dans le cadre de ses activités.

L'Autorisation, délivrée pour une durée de deux (02) ans, sera matérialisée par une Attestation d'Autorisation Générale.

L'Autorisation est renouvelable dans les conditions fixées au cahier des charges annexé à l'Attestation d'Autorisation Générale.

**Article 2 :** En application des articles 30 et suivants de l'Ordonnance n°2012-293 du 21 mars 2012 relative aux Télécommunications et aux Technologies de l'Information et de la Communication, la société GENERAL SERVICE SECURITE est soumise au paiement ;

- d'une contrepartie financière ;
- de redevances, notamment la redevance de régulation, la contribution à la recherche, formation et à la normalisation, et la contribution au financement du service universel.

Le montant de la contrepartie financière et des taxes et redevances sera fixé par décret pris en Conseil des Ministres.

La société GENERAL SERVICE SECURITE acquittera la contrepartie financière, les taxes et redevances dès la publication desdits décrets.

- de taxes et redevances relatives à l'exploitation de la bande de fréquences assignées, dont le montant à acquitter est fixé par la réglementation en vigueur.

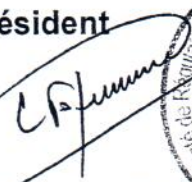
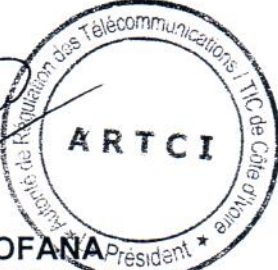
**Article 3 :** La présente décision prend effet à compter de la date de sa notification à la société GENERAL SERVICE SECURITE.

**Article 4 :** Le Directeur Général de l'ARTCI est chargé, en application de la présente décision, de délivrer une Attestation d'Autorisation Générale, de signer le cahier des charges y afférent et d'assigner les ressources en fréquences dans la bande de fréquences disponible.

**Article 5 :** Le Directeur Général de l'ARTCI est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire et sur le site internet de l'ARTCI. 

Fait à Abidjan, le 13 Septembre 2016

Le Président

  
  
**Dr Lémassou FOFANA** Président \*  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL